

La Déclaration Balfour, du « triomphe juif » au réveil du nationalisme arabe (1917-1920). Entre illusions et malentendus ?

Olivier Rota



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/400>

DOI : 10.4000/tsafon.400

ISSN : 2609-6420

Éditeur

Association Jean-Marie Delmaire

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 65-84

ISSN : 1149-6630

Référence électronique

Olivier Rota, « La Déclaration Balfour, du « triomphe juif » au réveil du nationalisme arabe (1917-1920). Entre illusions et malentendus ? », *Tsafon* [En ligne], 74 | 2017, mis en ligne le 31 mai 2018, consulté le 14 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/400> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tsafon.400>

La Déclaration Balfour, du « triomphe juif » au réveil du nationalisme arabe (1917-1920). Entre illusions et malentendus ?

Olivier Rota*

Le sionisme se présente comme un projet politique contesté par les élites juives britanniques avant la Première Guerre mondiale. Perçu comme un projet dangereux pouvant conduire à la remise en cause de l'émancipation juive, le sionisme inquiétait alors les Juifs nantis du West End londonien, du fait des adhésions populaires dont il bénéficiait. Ainsi, si la venue de Theodor Herzl dans l'East End, le 13 juillet 1896, suscita un réel engouement parmi les Juifs de ce quartier pauvre, elle fut en revanche accueillie avec froideur par la bourgeoisie juive. Seul le banquier – et membre du Parlement pour Whitechapel – Sir Samuel Montagu accepta de participer au meeting organisé pour l'occasion dans sa circonscription. Mais il s'abstint de soutenir publiquement le projet sioniste et refusa de présider la conférence.

Tenant compte de l'opposition des élites juives assimilées, le deuxième congrès sioniste, réuni à Bâle en 1898, appela les sionistes britanniques à s'engager dans une véritable politique de conquête des instances communautaires. Cette politique commença à porter ses fruits à la veille de la guerre et conféra au sionisme un visage respectable qui lui permit de prétendre à une certaine représentativité des aspirations juives, et facilita son approche de quelques personnalités politiques britanniques.

Dans le contexte d'un conflit opposant l'Allemagne à la Grande-Bretagne, la prudence restait néanmoins de mise. Alors que le conflit

* Institut d'Étude des Faits Religieux, Université d'Artois.

éclate, l'Organisation sioniste mondiale adopte pour mot d'ordre de ne défendre aucun intérêt particulier (*sectional*) et repousse volontairement à l'après-guerre la question du devenir de la Palestine¹. Cette décision fut motivée par la crainte que le sionisme (et par extension les Juifs) ne soit assimilé à une cinquième colonne allemande en territoire britannique. Afin de sauvegarder ses chances d'obtenir l'appui des gouvernements européens à son projet de restauration d'une nation juive en Palestine, le sionisme politique préférait jouer la carte de la neutralité politique – non sans continuer à approcher des personnalités susceptibles de l'aider. Ce sont les circonstances – mais aussi les malentendus – de l'année 1917 qui vont lui permettre d'obtenir des garanties du gouvernement britannique ; de la même façon que ce sont d'autres malentendus qui vont conduire à la prise en compte tardive de l'opposition arabe au projet sioniste. Le contexte confus de la Grande Guerre, le manque d'information, mais aussi les illusions participèrent grandement à l'élaboration de la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917, tout comme ils expliquent l'effondrement rapide des relations entre sionistes et Arabes après cette date.

Un intérêt du gouvernement britannique pour la zone palestinienne

Lorsque se déclenche la Première Guerre mondiale, la zone palestinienne située entre Saint-Jean d'Acre et Gaza constitue un espace largement délaissé par les puissances européennes. Territoire peu peuplé, intégré à l'Empire ottoman, sa valeur stratégique est négligeable. Il intéresse moins la France et la Grande-Bretagne que la région du Mont Liban ou le canal de Suez.

Fut-il pour autant tout à fait négligé par les puissances européennes ? Herbert Samuel, maître des postes général du cabinet Asquith, fut le premier à avancer l'idée d'un protectorat britannique en Palestine. Il fit parvenir en janvier 1915 un premier mémorandum à ses collègues du cabinet de guerre afin de leur présenter l'intérêt que représenterait pour la Grande-Bretagne une immigration juive d'ampleur en Palestine ; ce premier document fut suivi d'un second de même nature, en mars de la même année. Finalement écartée par le Premier ministre Asquith, l'idée d'un soutien britannique à l'immigration juive en Palestine suscita néanmoins l'intérêt du ministre de l'Armement d'alors :

¹ Paul Goodman, *Zionism in England 1899-1949. A Jubilee Record*, Londres, Zionist Federation of Great Britain & Ireland, 1949, p. 34.

David Lloyd George. Lloyd George avait rencontré une dizaine d'années plus tôt Theodor Herzl et s'était informé de l'idéologie sioniste. Il estimait que sa puissance évocatrice pouvait mobiliser les consciences de nombreux chrétiens.

Occupant différents postes ministériels à partir de 1914, Lloyd George fut finalement nommé Premier ministre en décembre 1916. À cette période, il prit conscience que la Palestine constituait un nœud stratégique entre les colonies britanniques : égyptienne, indienne et sud-africaine. Mais ses motivations pour encourager la conquête du territoire palestinien ne furent pas uniquement d'ordre militaire : « Il n'était pas seulement le dernier d'une longue lignée de sionistes en Grande-Bretagne, qui s'étendait jusqu'aux puritains », note David Fromkin : « Au contraire de ses collègues, il était vivement conscient qu'il y avait des tendances vieilles de plusieurs siècles à prendre l'initiative d'une restauration des Juifs à Sion dans la pensée non-conformiste et évangélique britannique »². Lloyd George imaginait qu'une déclaration liant les Juifs et la Palestine pourrait exercer une heureuse influence sur le moral national. Lloyd George n'était alors pas le seul membre du cabinet de guerre à prendre conscience de l'importance stratégique que revêtirait pour la Grande-Bretagne le fait d'occuper le territoire palestinien. D'autres membres, poussés par le pragmatisme ou l'idéalisme, soutenaient le projet d'une campagne militaire en Palestine : « Les responsables [gouvernementaux] britanniques, empruntant différents chemins, en arrivèrent à la même conclusion : une caractéristique distinctive des évolutions de la politique britannique sur la Palestine fut qu'il n'y eut pas une seule raison à cela », analyse Fromkin³.

² «He was only the latest in a long line of Zionists in Britain that stretched back to the Puritans», «Unlike his colleagues he was keenly aware that there were centuries-old tendencies in British Non-Conformism and Evangelical thought towards taking the lead in restoring the Jews to Zion». David Fromkin, *A Peace to End all Peaces, The Fall of the Ottoman Empire and the Creation of the Modern Middle East*, New York, Owl Books, 1989, p. 268. Geoffrey Wheatcroft signale que Lord Palmerston, *Foreign Secretary* en 1840, reçut une demande de son beau-fils, Lord Ashley, l'invitant à considérer « le retour des Juifs à leur héritage dans la Terre de la Promesse » («*return of the Jews to their inheritance in the Land of Promise*»). Cette lettre constitue l'une des traces les plus anciennes de cette ferveur religieuse d'un petit nombre de chrétiens à l'époque contemporaine. Voir : Geoffrey Wheatcroft, *The Controversy of Zion. How Zionism Tried to Resolve the Jewish Question*, Londres, Sainclair-Stevenson, 1996, pp. 2-3.

³ «British officials, travelling along many different roads, happened to arrive at the same conclusion: a distinctive characteristic of Britain's evolving Palestine policy was that there was no single reason for it». David Fromkin, *op. cit.*, p. 269.

Au nombre des autres raisons qui pesèrent à un moment ou à un autre dans la balance, il faut citer le souhait de surenchérir sur la déclaration faite par la France en juin 1917 de soutenir la « renaissance de la nationalité juive » en Palestine, mais aussi la volonté de séduire les Juifs russes, dont on pensait qu'ils pourraient agir en faveur du maintien de l'effort de guerre de leur pays, ou alors l'espoir de convaincre les Juifs américains de poursuivre leur financement de l'effort de guerre.

De fait, les motivations nées du fantasme de l'influence juive ne sont ainsi pas tout à fait absentes des calculs politiques du cabinet de guerre : certains de ses membres pensent qu'une déclaration de bonne volonté à l'égard du sionisme permettrait de rallier l'ensemble des Juifs – que l'on imagine dans leur grande majorité pro-allemands – à la cause britannique, ce qui pourrait se révéler déterminant pour écourter la guerre. L'année 1917, résume l'historien Stuart Cohen⁴ :

[...] ouvrit avec le retard de l'avance du général Murray à Gaza ; s'ensuivit une autre série de carnages sur le front occidental, une mutinerie dans l'armée française, la révolution à Petrograd et, une fois que les U-boats se déchaînèrent, des pertes alliées massives dans la navigation alliée en Atlantique. Les Juifs ne furent pas responsables de ces calamités, mais leur soutien pouvait aider à les compenser. [...] La propagande juive en faveur des Alliés, se persuadèrent les experts officiels, pourrait aider à précipiter l'entrée militaire des États-Unis et retarder la sortie de la Russie de la guerre.

En déclarant soutenir le projet sioniste, le cabinet espérait d'une manière ou d'une autre bénéficier, en retour, de l'appui décisif des Juifs dans leur effort de guerre contre l'Allemagne.

C'est dans ce contexte trouble, fait de fantasmes et de calculs, que le cabinet de guerre décide de prendre contact avec Haïm Weizmann, afin d'explorer l'impact qu'aurait une décision en faveur du projet sioniste sur les masses juives. L'idée d'une déclaration de sympathie du gouvernement britannique pour le sionisme fait son chemin. Nahum Sokolov, le secrétaire général du mouvement sioniste, rédige un premier

⁴ “opened with the stalling of General Murray's advance at Gaza; there followed yet another round of carnage on the Western Front, mutiny in the French army, revolution at Petrograd, and, once the U-boats had been unleashed, heavy losses to Allied shipping in the Atlantic. The Jews were not responsible for these calamities, but their support might help to offset them” ; “Jewish propaganda on Allied behalf, the official pundits gradually persuaded themselves, could help hasten America's military entry into the war and postpone Russia's exit”. Stuart A. Cohen, *English Zionists and British Jews. The Communal Politics of anglo-Jewry, 1895-1920*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 229.

texte en juillet 1917 et le soumet au cabinet de guerre de Lloyd George. Le texte connaît plusieurs réécritures. Il circule entre les différents membres du cabinet et du Foreign Office associés à la décision. Parmi ceux-ci : David Lloyd George bien sûr, mais aussi Lord Arthur James Balfour, Mark Sykes ou encore Lord Robert Cecil. Chacun argue de l'intérêt stratégique, pour la Grande-Bretagne, d'une promesse faite aux Juifs. Seul Montagu exprime de fortes réserves. Il s'inquiète de la portée antisémite d'un texte associant le particularisme juif à une différence d'ordre national. Craignant qu'un tel texte puisse être utilisé par les nations européennes comme prétexte pour expulser leurs Juifs, il rédige un mémorandum intitulé « *The Anti-Semitism of the Present Gouvernement* ». Le document circule auprès de ses collègues du cabinet. La position de Montagu apparaît cependant minoritaire : il lui est répondu « avec force que les points de vue qu'il tenait relevaient d'une minorité d'individus excentriques »⁵. Le cabinet mésestime la puissance des préjugés antijuifs.

Après validation des membres du cabinet, une version définitive est finalement rendue publique le vendredi 2 novembre 1917. Arthur Balfour, ministre des Affaires étrangères, transmet officiellement sa déclaration à Lord Rothschild, président de la *League of British Jews*. La Déclaration reconnaît aux Juifs le droit d'établir un « foyer national pour le peuple juif en Palestine ». Elle exprime :

[...] au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations juives et sionistes, déclaration soumise au Parlement et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.⁶

⁵ “with force that the views which [he] held were the views of a minority [of] excentric individuals”. Harry Defries, *Conservative Party Attitudes to Jews, 1900-1950*, Londres et Portland, Franck Cass, 2001, p. 57. Notons que la plupart des dirigeants politiques, et notamment les libéraux, s'étaient persuadés qu'il n'y avait pas de « question juive » en Angleterre. Cette opinion changera après-guerre.

⁶ Sur la Déclaration Balfour, nous renvoyons, entre autres, au volume de Jean-Pierre Alem, *1917. La Déclaration Balfour. Aux sources de l'État d'Israël*, Paris, Complexes, « La mémoire du siècle », 1982, 151 p. et à Mayir Vereté, « The Balfour Declaration and Its Makers », *Middle Eastern Studies*, vol. 6, n° 1, janvier 1970, pp. 48-76. Lire le texte original en anglais, à la suite de la chronologie établie par Emmanuel Persyn.

Weizmann a rapporté dans son autobiographie combien, « en dépit d'années de propagande sioniste en Angleterre, par voie de presse et de bouche à oreille, un chef d'État de premier plan comme Mr. Balfour n'avait qu'une simple notion tout à fait naïve et rudimentaire du mouvement »⁷. Balfour justifia, en 1918, sa déclaration au nom du caractère particulier du peuple juif et des menaces pesant sur lui sur le continent. Fervent sioniste depuis plus d'une décade au moment de la Déclaration, Balfour percevait les Juifs comme un peuple singulier, dans lequel « la race, la religion et le pays sont en relation étroite, d'une manière qui n'a aucun équivalent dans le cas d'une autre race, d'une autre religion ou d'un autre pays au monde »⁸. Reconnaisant le poids des préjugés à l'encontre des Juifs, Balfour déplorait que : « Il leur est reproché par leurs critiques qu'ils utilisent désormais leurs dons précieux pour exploiter à des fins personnelles une civilisation qu'ils n'ont pas créée, dans des communautés qu'ils contribuent peu à maintenir »⁹. S'appuyant sur ses convictions libérales, Balfour défendit le projet sioniste au nom de sa capacité « à promouvoir cette sympathie et compréhension mutuelles qui est le seul fondement sûr de la tolérance dans laquelle [il] croit fermement »¹⁰. S'il ne pense pas que le projet sioniste puisse résoudre la « question juive », du moins espère-t-il qu'il puisse « atténuer les misères ancestrales créées par la civilisation occidentale par la présence en son sein d'un corps qui fut trop longtemps considéré comme étranger et même hostile, mais qu'il fut également incapable d'expulser ou d'absorber »¹¹. En un mot : devant l'inefficacité du modèle assimilationniste à réduire le particularisme juif, mais aussi en protestation contre les mesures d'expulsion qui ont pu être pratiquées

⁷ *"in spite of years of Zionist propaganda in England, both the press and by word of mouth, a leading British statesman like Mr. Balfour had only the most naïve and rudimentary notion of the movement"*. Chaim Weizmann, *Trial and Error. The Autobiography of Chaim Weizmann*, New York, Harpers & Brothers, 1949, p. 111.

⁸ *"race, religion and country are inter-related, as they are inter-related in the case of no other race, no other religion, and no other country on earth"*. « Mr. Balfour on Zionism », *Jewish Chronicle*, 14/01/1919.

⁹ *"It is charged against them by their critics that they now employ their great gifts to exploit for personal ends a civilisation which they have not created, in communities they do little to maintain"*. *Ibidem*.

¹⁰ *"to promote that mutual sympathy and comprehension which is the only sure basis of toleration [he] firmly believe[s]"*. *Ibidem*.

¹¹ *"mitigate the age-long miseries created for Western civilisation by the presence in its midst of a Body which is too long regarded as alien and even hostile, but which it was equally unable to expel or to absorb"*. *Ibidem*.

contre les Juifs à tel ou tel moment de l'histoire, Balfour a cru bon de soutenir le projet sioniste afin de proposer aux Juifs qui le souhaitaient de normaliser leur situation nationale. Il rejoignait ainsi les positions de Weizmann, lequel défendait à la même période l'idée que « le sionisme n'est pas destiné à ces personnes qui se sont coupées de la judéité, il est destiné aux masses qui auront la volonté de vivre leur propre vie [...] »¹². En cela, le sionisme pouvait se présenter comme une solution pour les Juifs les plus pauvres, ceux-là mêmes qui, venus d'Europe de l'Est, peinaient à trouver les voies de l'assimilation en Grande-Bretagne.

L'accueil de la Déclaration Balfour : entre enthousiasme et illusions

La Déclaration Balfour se présente comme une reconnaissance officielle des aspirations sionistes, par l'État britannique. Elle est célébrée comme un « triomphe juif » par le *Jewish Chronicle*. Le journal voit dans l'événement une validation de la légitimité du combat sioniste pour l'établissement d'un État juif :

Et maintenant, ils [les sionistes] ont obtenu non seulement une reconnaissance historique de la justesse et de la commodité de leur point de vue sur la position juive, mais aussi que leur activité – si souvent retoquée par les sections les plus puissantes de la communauté juive – était politiquement judicieuse et éthiquement juste.¹³

Si elle suscite de vives émotions parmi les Juifs, la déclaration ne déclenche pas pour autant des vagues d'enthousiasme dans la presse nationale, du moins durant les premières semaines qui suivirent sa publication. Après tout, le territoire palestinien était encore une possession de l'Empire ottoman. C'est ainsi que le *Times* signala la déclaration dans ses pages avec un mois de délai. Le journal ne se félicita de la Déclaration Balfour qu'à la suite du gala organisé par la British Zionist Federation pour célébrer l'événement. Signe tout de même que la

¹² «Zionism is not meant for those people who have cut themselves adrift from Jewry, it is meant for those masses who have a will to live a life of their own [...]». Chaim Weizmann, *Trial and Error*, op. cit. p. 179.

¹³ «And now they [the Zionists] have obtained not merely an historic acknowledgement that their view of the Jewish position was the right and the practical one, but that their activity – so often baulked by the most powerful sections of Jewry – was politically sound and ethically just». «A Jewish Triumph», *Jewish Chronicle*, 09/11/1917. Il faut ici noter que lorsque Leopold Greenberg prend possession du *Jewish Chronicle* en 1906, il cherche à rallier une grande partie de l'opinion juive aux combats du sionisme, tout en demeurant indépendant de l'Organisation sioniste mondiale.

symbolique religieuse d'une déclaration faite aux Juifs n'échappait pas tout à fait au journal : du gala, le *Times* retient surtout « l'esprit de l'Ancien Testament qui l'envahit et le sentiment que, dans le décor quelque peu incongru d'un théâtre de Londres, la plénitude prochaine des anciennes prophéties était célébrée avec foi et ferveur »¹⁴.

Depuis début novembre, la situation a alors radicalement changé : la conquête britannique de la Palestine est engagée. Menée par le général Allenby, elle conduit à la prise de Jérusalem le 11 décembre. La prise de la ville, à deux semaines de Noël, réveille l'intérêt – religieux et politique – de la population britannique pour ce territoire où se situent Bethlehem, Nazareth, et bien d'autres lieux aux résonances bibliques. La perspective d'un renouveau du lien entre les enfants d'Israël et la terre de la Bible – et le fantasme d'une restauration de la royauté d'Israël en prélude à l'établissement du règne de Dieu sur Terre – capte ainsi l'imaginaire des esprits britanniques les plus nourris par la Bible. Parmi ces derniers, certains perçoivent le rétablissement du peuple juif sur sa terre comme le premier pas vers la réalisation des promesses messianiques et la seconde venue du Christ, en référence aussi à Lc 21, 24 : « Ils tomberont sous le tranchant de l'épée, ils seront emmenés captifs parmi toutes les nations, et Jérusalem sera foulée aux pieds par les nations, jusqu'à ce que les temps des nations soient accomplis ». Le rétablissement anticipé des Juifs sur leur terre semble augurer, inversement, de « l'accomplissement des nations »¹⁵.

Or, la promesse britannique faite aux Juifs en novembre 1917 empiète sur une autre promesse faite en octobre 1915 aux Arabes. Les accords, signés entre le chérif de la Mecque Hussein Ben Ali et le Haut-commissaire britannique pour l'Égypte, Henry McMahon, prévoyait en effet que les Arabes obtiendraient le contrôle des territoires qu'ils auront libérés de l'Empire ottoman, à l'exception d'une portion de la Syrie. Comment rendre compatible cette double promesse, faite consécutivement aux Arabes et aux Juifs, d'un contrôle du territoire palestinien ?

¹⁴ “the Old Testament spirit which pervaded it and the feeling that, in the somewhat incongruous setting of a London theatre, the approaching fulfillment of ancient prophecy was being celebrated with faith and fervor”. Cité dans David Fromkin, *A Peace to End all Peaces*, op. cit., p. 298.

¹⁵ Il ne faut cependant pas exagérer le poids du sionisme chrétien en Angleterre. Voir Eitan Bar-Yosef, « Christian Zionism and Victorian Culture », *Israel Studies*, vol. 8, n° 2, été 2003, pp. 18-44.

Les divergences entre intérêt sioniste et intérêt britannique n'existaient qu'à l'état latent jusque 1917. Bien au contraire, intérêt sioniste et intérêt britannique semblaient se rejoindre sur le terrain diplomatique. Le Colonel Sir Mark Sykes déclarait ainsi en 1918 au *Jewish Chronicle* :

Dans le sionisme repose la véritable solution de la Question d'Orient. [...] Dans le sionisme, alors, repose la solution du « Moyen-Orient », qui ne devrait plus être une zone d'excès et de guerre, mais serait le lieu de ralliement de tous ceux qui désirent maintenir la paix dans le monde, non pas pour cinquante ou cent ans, mais jusqu'à la fin des temps.¹⁶

Catholique et orientaliste, Mark Sykes (à l'origine des accords secrets Sykes-Picot de mars 1916) s'était laissé convaincre des bien-fondés du sionisme lors de sa rencontre de 1916 avec Aaron Aaronsohn – un Juif palestinien actif dans les milieux de l'espionnage britannique en territoire ottoman¹⁷.

L'année suivante, il avait fait la connaissance de Weizmann et de Sokolov, qu'il avait guidé dans les dédales de l'administration britannique afin de faire avancer la cause du sionisme¹⁸. Expert du Proche-Orient pour le gouvernement, Sykes misait sur l'entente des Arméniens, des Juifs et des Arabes contre les Ottomans. En cela, il était victime d'une illusion répandue parmi les officiels britanniques : il imaginait qu'une entente naturelle régnait entre les deux « peuples sémites », juif et arabe, et que cette entente pourrait servir à maintenir le *statu quo* dans les possessions anglaises. La même illusion était alors partagée par une part notable de sionistes.

La Déclaration Balfour, qui constitua avant tout « une sorte de propagande de guerre »¹⁹, selon les mots de l'historien James Renton, ne relevait certainement pas d'une politique cohérente de la part du cabinet

¹⁶ “In Zionism lay the true solution of the Eastern Question. [...] In Zionism, then, lay the solution of the « Middle East », which should no longer be an area of excess and war, but would be the rallying place for all those who wish to maintain the peace of the world, not for fifty or one hundred years, but until the end of the time”. *Jewish Chronicle*, 01/11/1918.

¹⁷ Il fit partie du réseau NILI qui transmettait depuis la Palestine des renseignements à la Grande Bretagne, dès 1915. Le réseau fut démantelé et ses participants furent torturés et exécutés. Voir la chronologie établie par Emmanuel Persyn.

¹⁸ Harry Defries, *Conservative Party Attitudes to Jews*, *op. cit.*, p. 54. Voir aussi Elie Kedourie, « Sir Mark Sykes and Palestine 1915-1916 », *Middle Eastern Studies*, vol. 6, n° 3, octobre 1970, pp. 340-345.

¹⁹ “a piece of wartime propaganda”.

de guerre²⁰. Les informations à la disposition du gouvernement n'étaient probablement pas suffisantes, d'ailleurs, à l'établissement d'une telle politique. La population arabe de Palestine était considérée par le ministère de la Guerre comme un agrégat de communautés religieuses sans importance : elle fut négligée par les calculs britanniques, qui ne visaient qu'à rallier les sionistes et les Arabes de la Péninsule. Or, de cette négligence va naître ce que l'on appellera la « question arabe » en Palestine ; sa rencontre avec la « question juive », par le biais du sionisme, va conduire à des flambées de violence sur le territoire nouvellement conquis par la Grande-Bretagne.

Alors que la « question arabe » était inexistante avant-guerre dans les milieux juifs ou sionistes britanniques²¹, s'affirme rapidement l'idée après 1917 que « le règlement du problème arabe [est] un préalable essentiel à tout plan de rétablissement du peuple juif en Palestine »²². Néanmoins, parmi les sionistes, deux lignes s'affrontent au sortir de la guerre quant aux mesures nécessaires à un tel règlement.

La « question arabe » et la venue de l'émir Feyçal à Londres

Comment régler la « question arabe » ?

Haïm Weizmann, tenant du « sionisme politique », soutenait l'idée que le développement de l'implantation juive en Palestine pouvait bénéficier aux Arabes. Confiant en l'amitié judéo-arabe, il fut à l'origine d'une ligne prônant la conciliation entre Arabes et Juifs en Palestine. Il rencontra l'émir Feyçal ibn Hussein, le fils du roi du Hedjaz, en 1918 dans le Sinaï, et obtint de lui des garanties quant à une possible collaboration entre Juifs et Arabes. Partageant avec l'autorité britannique un même mépris pour les Arabes palestiniens, « qu'il ne considère même pas comme des Arabes » (selon les mots rapportés par Weizmann), Feyçal manifesta un complet désintéret pour la Palestine devant le leader sioniste²³.

²⁰ James Renton, « Flawed Foundations : The Balfour Declaration and the Palestine Mandate », dans Rory Miller (éd.), *Britain, Palestine and Empire : the Mandate Years*, Farham et Burlington, Ashgate, 2010, p. 16.

²¹ Comme en témoigne l'absence complète d'allusion à la situation arabe syro-palestinienne dans les échanges entre Rothschild et Montagu, dans : Daniel Gutwein, *The Divided Elite. Economics, Politics and Anglo-Jewry 1882-1917*, Leide, E.J. Brill, 1992, pp. 325-392.

²² *Jewish Chronicle*, 13/02/1920.

²³ “whom he doesnt even regard as Arabs”. Norman Rose, *Chaim Weizmann. A Biography*, New York, Elizabeth Sifton Books – Viking, 1986, p. 194.

Plusieurs mois après la rencontre entre Hussein et Weizmann, le *Jewish Chronicle* publia un article des plus chaleureux à l'occasion de la venue de l'émir en Grande-Bretagne :

Notre communauté se joignit au reste du pays pour souhaiter de tout cœur la bienvenue à l'émir Feisul, qui est arrivé pour sa visite dans le pays. En tant que sujets britanniques, nous reconnaissons en lui un allié qui a rendu un service remarquable à notre cause en Orient [...]. Mais en tant que Juifs, nous nous réjouissons tout spécialement de sa venue, parce que nous saluons en lui un chaleureux ami de la cause juive [...]. L'émir a toujours manifesté une admirable largeur d'esprit en considérant les ambitions palestiniennes pour notre peuple, en réalisant leur juste besoin ainsi que leurs inévitables limitations. Tout nationaliste juif apprécie cordialement le fait que si la nouvelle Palestine doit prospérer, ce ne peut se faire qu'avec les Arabes en tant que loyaux sujets et amicaux voisins. C'est parce que nous voyons dans l'émir la figure d'une politique de constante bonne volonté que nous nous joignons avec plaisir à la bienvenue qu'il a reçue sur ces rivages.²⁴

Reçu par Lord Rothschild à la fin du mois de décembre, Feïçal exprima en retour des mots apparemment très encourageants pour la cause sioniste :

Les Arabes constituent les relations les plus proches des Juifs et ont été leurs alliés constants depuis Bagdad jusqu'au Yémen et Cordoue – ce sont des périodes pendant lesquelles leur traitement par les nations européennes n'étaient pas tout à fait ce qu'on eût pu désirer. Aucun véritable Arabe ne peut être suspicieux ou effrayé par le nationalisme juif. [...] Des personnes se considérant elles-mêmes comme civilisées m'ont raconté que les Juifs veulent faire de notre mosquée à Jérusalem un temple, et qu'ils veulent puiser et éradiquer la paysannerie de Palestine. Pour ma part, je sais qu'aucun véritable juif ne tient ces vues. Ces insinuations n'ont aucun effet sur aucun d'entre nous. Nous réclamons la liberté pour les Arabes, et nous nous montrerions bien indignes, si nous ne disions pas maintenant, comme je le fais – bienvenue chez eux aux Juifs – et si

²⁴ “*In common with the rest of the country our Community will extend a very hearty welcome to the Emir Feisul, who has arrived on a visit to this country. As British subjects we recognize in him an Ally who has rendered remarkable service to our Cause in the East [...]. But as Jews, we especially rejoice in his coming, because we hail in him a warm friend to the Jewish cause [...]. The Emir has always exhibited an admirable breadth of mind in envisaging the Palestinian ambitions of our people, realising their just need no less than their inevitable limitations. Every Jewish Nationalist cordially appreciates the fact that if the new Palestine is to prosper it can only be with the Arabs as loyal fellow-subjects and friendly neighbours. It is because we see in the Emir the exponent of a policy of steady goodwill that we join with sincere pleasure in the welcome he has received on these shores*”. « The Emir Feisul », *Jewish Chronicle*, 14/12/1918.

nous ne coopérons pas avec eux dans les limites d'un État arabe. Les idéaux du Dr. Weizmann sont les nôtres, et nous attendons de vous, sans le formuler, de nous aider en retour. Aucun État ne peut se construire au Proche-Orient sans la bonne volonté des Grandes puissances, mais cela requiert plus que cela. Cela requiert d'emprunter aux Européens des idéaux, du matériel, des connaissances et de l'expérience. Pour les ajuster à nous, nous devons les traduire de leur forme européenne en une forme arabe – et quels meilleurs intermédiaires que vous pouvons-nous trouver ? Car vous avez toute la connaissance de l'Europe, et êtes cousins par le sang.²⁵

Ces quelques mots, des plus courtois, pouvaient néanmoins tout aussi bien relever de l'avertissement. Comme l'écrivit Weizmann dans son autobiographie :

L'Arabe est un débateur très subtil et verse dans la controverse – bien plus que l'Européen moyennement instruit – et tant qu'on n'a pas acquis la technique, on est grandement désavantagé. En particulier, l'Arabe a un talent immense pour exprimer des points de vue diamétralement opposés aux vôtres, avec une politesse si exquise et détournée que vous le pensez en complet accord avec vous et prêt à collaborer immédiatement avec vous. Les conversations et les négociations avec les Arabes sont comme chasser un mirage dans le désert : plein de promesses et agréables à regarder, mais plus probablement à vous conduire à la soif.²⁶

²⁵ «*The Arabs are the nearest relations of the Jews, and have been their constant friends from Bagdad to Yemen and Cordova – are periods when their treatment by European nations was not all that might be desired. No true Arab can be suspicious or afraid of Jewish nationalism. [...] I have been told by people who regard themselves as civilised that the Jews want our mosque in Jerusalem as a temple, and to grind down and stamp out the peasantry of Palestine. For my part, I know that no true Jews holds these views. These insinuations have no effect of any of us. We are demanding Arab freedom, and we would show ourselves unworthy of it, if we did not now, as I do, say to the Jews – welcome back home – and co-operate with them to the limit of the ability of the Arab State. Dr. Weizmann's ideals are ours, and we will expect you, without our asking, to help us in return. No State can be built up in the near East without the goodwill from the Great Powers, but it requires more than that. It requires the borrowing from Europe of ideals, and materials and knowledge and experience. To make these fit for us, we must translate them from European shape into Arab shape – and what intermediary could we find in the world more suitable than you? For you have all the knowledge of Europe, and are cousin by blood*». « The Emir Faisul on Relations between Jews and Arabs », *Jewish Chronicle*, 03/01/1918.

²⁶ «*The Arab is a very subtle debator and controvertialist – much more so than the average educated European – and until one has acquired the technique one is at great disadvantage. In particular, the Arab has an immense talent for expressing views diametrically opposed to yours with such exquisite and roundabout politeness that you believe him to be in complete agreement with you, and ready to join hands with you at once. Conversations and negotiations with Arabs are not unlike chasing a mirage in the*

Si Feyçal se réclame d'une proximité par le sang avec les Juifs, il n'en demeure pas moins qu'il fait appel à une longue mémoire qui fait des Juifs des protégés des musulmans tout aussi bien que des passeurs entre Europe et Orient²⁷. Or, l'appel à cette mémoire peut être compris comme une manière subtile de prévenir les sionistes des conséquences qu'aurait toute politique de rachat des terres palestiniennes par les Juifs. Cette politique, menée timidement par le passé, dans le cadre de l'Empire ottoman, fut interdite en 1918 par l'autorité britannique. Elle reprendra à partir de 1920 – avec pour conséquence d'exacerber encore plus la peur des Arabes palestiniens.

Mais pour l'heure, à la suite de la réception de Rothschild, et à quelques jours de l'ouverture de la Conférence de la paix, Feyçal semble accepter de lier le destin du sionisme à celui du nationalisme arabe. Il signe un accord avec Weizmann le 3 janvier 1919. Par cet accord, Feyçal accepte les termes de la Déclaration Balfour, à la condition que les Britanniques tiennent leur promesse d'une indépendance arabe. La communauté juive d'Angleterre, qui ne perçoit pas les menaces derrière les promesses, voit alors en Feyçal un allié providentiel.

Divisions sionistes autour d'une possible résolution de la « question arabe »

La ligne tenue par Weizmann contentait alors la grande majorité des sionistes britanniques. Elle ne faisait cependant pas l'unanimité. Israel Zangwill, ancien dirigeant de l'ITO (Jewish Territorialist Organisation, dissoute en 1917) et tenant d'un « sionisme pratique », s'était montré naturellement « attiré par l'idée que ce foyer national pour la minorité s'associerait à la liberté et un statut politique pour la majorité des habitants arabes » au moment de la Déclaration Balfour²⁸. Avançant l'idée que le peuple juif avait pour mission d'établir un ordre social juste, il imaginait une Palestine où régnerait la fraternité entre Juifs et Arabes.

desert: full of promise and good to look at, but likely to lead you to death by thirst". Chaim Weizmann, *Trial and Error*, op. cit., p. 216.

²⁷ Ce rôle de passeur entre les cultures fut probablement soufflé par Weizmann à Feyçal. Voir *Ibidem*, p. 178.

²⁸ "attracted by the idea that this national home for the minority would be combined with freedom and political status for the majority of Arab inhabitants". Maurice Wohlgernter, *Israel Zangwill. A Study*, Londres et New York, Columbia University Press, 1964, p. 171.

Ses positions évoluèrent néanmoins rapidement après la guerre. À la même période que la visite de Feyçal à Londres, Zangwill inscrit sa vision d'une résolution de la « question arabe » dans le cadre défini un an plus tôt par le président des USA, Wilson, dans ses quatorze points, et plaide pour un déplacement des populations arabes vers les territoires voisins de la Palestine. Il constate :

La planète entière est sous l'emprise du droit des Alliés de reformer toutes les démarcations raciales et les relations internationales. [...] Ici il n'y a pas de place pour la diplomatie secrète. Toutes les réclamations et les intérêts doivent être évidents, prouvés et publics, et c'est à la lumière de la satisfaction des peuples et non pas dans l'obscurité de l'intrigue diplomatique que la répartition doit être faite.

Livrant son sentiment, il plaide pour que :

[...] dans certains cas, où le chaos des populations est une menace à l'installation permanente, il doit y avoir des ajustements mutuels, et même (dans les cas les plus graves) des mesures graduelles de redistribution des races.²⁹

Et il rétorque à ses opposants :

Les gens parlent de l'évacuation des Arabes de la Palestine comme d'une atrocité inimaginable, cependant la France a en ce moment même expulsé des milliers d'Allemands d'Alsace-Lorraine.³⁰

La guerre en Europe avait conduit à des déplacements de populations sur une vaste échelle ; et certaines populations, déplacées lors du conflit, n'étaient pas revenues sur leur terre d'origine après le retour à la paix. S'inscrivant dans un « monde wilsonien, muni d'une Société des Nations dont la tâche préliminaire doit être de remodeler les terres sur des principes de nationalité », Zangwill invoquait le principe de

²⁹ Israel Zangwill, « The National Movement. The Peace Conference », *Jewish Chronicle*, 13/12/1918.

³⁰ “The whole planet is in the grip of Allied Right to re-shape all racial boundaries and international relations” ; “Here there is no place for Secret Diplomacy. All claims and interests must be plain, provable and public, and it is in the light of the contentment of peoples and not in the darkness of diplomatic intrigue the re-partition must be made” ; “in some instances, where the chaos of populations is a menace to permanent settlement, there must be mutual adjustments, even (in the gravest cases) gradual measures of race redistribution” ; “People talk of the removal of the Arabs from Palestine as an unimaginable atrocity, yet France is at this moment expelling thousands of Germans from Alsace-Lorraine”. Cité dans Joseph Leftwich, *Israel Zangwill*, New York / Londres, Thomas Yoseloff, 1957, p. 202.

cohérence entre nation et territoire à la manière d'un principe moral justifiant que s'opèrent des « transplantations amicales » entre la Palestine et le Hedjaz, constitué en royaume semi-indépendant depuis l'année 1916³¹ :

Ses 600.000 Arabes, dont la présence disproportionnée constitue le plus grave obstacle à l'émergence d'un État juif, n'ont créé que des ennuis là-bas pour les colonies juives, et devraient graduellement et amicalement être transplantées dans le royaume arabe, qui doit être rétabli juste à côté et avec lequel l'État juif coopérerait cordialement. La redistribution des races dans l'intérêt du bonheur mondial général est, j'en suis sûr, l'une des fonctions de la Société des Nations, et sur elle doivent être exécutées [de nombreuses décisions concernant] plusieurs parties de l'Europe.³²

L'un des plus vifs opposants à Zangwill fut Lucien Wolf, historien et journaliste juif, et défenseur des droits des minorités. Sans se réclamer pour autant du sionisme politique, Wolf soutenait que « si les sionistes doivent en venir à se rétablir en Palestine, cela doit se faire sur une base de justice et de fair-play »³³. Figurant parmi les rédacteurs du traité relatif aux minorités pendant la Conférence de la paix, il maintint cette position contre les saillies dévastatrices de Zangwill.

Ces débats, qui animèrent les années 1917-1920, témoignent du manque de connaissance de la réalité palestinienne par les sionistes britanniques. Raphale Dwek, un Juif d'Alexandrie né à Damas, le constata dans les colonnes du *Jewish Chronicle*, peu de temps après les accords Weizmann-Feyçal et déplorait avec raison :

Je crois que les ennuis reposent sur le fait qu'un grand nombre de sionistes ne connaissent les Arabes que par oui-dire. Même nos dirigeants qui ont étudié la question sur le terrain n'ont obtenu leurs informations que de sources de seconde

³¹ “wilsonian world, equipped with a League of Nations whose preliminary task must be to re-shape the lands on the principles of Nationality”, « Mr. Zangwill and the Arab Problem », *Jewish Chronicle*, 03/01/1919.

³² “Its 600.000 Arabs, whose disproportionate presence is the gravest obstacle to the rise of a Jewish State, have created nothing there except trouble for the Jewish colonies, and should be gradually and amicably transplanted to the Arab kingdom, which is to be re-established next door, and with which the Jewish State would cordially co-operate. Race re-distribution in the interests of the general world-happiness is, I take it, one of the functions of the League of Nations, and on that must be executed in many part of Europe”. Israel Zangwill, « Shall it be, Palestine for the Jews? », *Jewish Chronicle*, 14/02/1919.

³³ “if the Zionists are to establish themselves in Palestine, it must be on a footing of justice and fair play”. Lucien Wolf, « The Arab Question », *Jewish Chronicle*, 13/12/1918.

main, puisqu'ils étaient ignorants de la langue arabe et ne sont entrés en contact qu'avec des dirigeants arabes qui n'expriment pas toujours les sentiments des masses.³⁴

Contre l'image simpliste que se faisait un Zangwill de la situation palestinienne, Dwek avançait :

Il doit être compris que les Arabes de Palestine ne sont pas tous des bédouins ou des paysans. Ils ont leur propre classe intellectuelle dans les grandes villes, laquelle doit être prise en considération. [...] Ils ont déjà commencé à s'organiser, et les sociétés nationales existent à présent dans toutes les villes de Palestine. Les Arabes, en fait, voient dans l'installation juive une menace pour leur existence, et il est nécessaire de leur montrer que ce n'est pas le cas, en concevant un projet qui rencontrerait leurs susceptibilités et en même temps porterait notre programme pour un foyer national en Palestine.³⁵

Un tel schéma fut proposé par Weizmann pendant la Conférence de la paix. Appelant à ce que soit reconnu le « droit historique du peuple juif sur la Palestine et le droit des Juifs de reconstituer en Palestine leur foyer national », Weizmann plaida aussi pour la création d'un Commonwealth dans lequel « rien ne soit fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non-juives existantes en Palestine » (en citation de la Déclaration Balfour)³⁶. Il en allait de la paix entre Juifs et Arabes en Palestine, et de la sauvegarde des intérêts sionistes.

Or, si les Arabes s'inquiètent de l'installation juive en Palestine, les sionistes, quant à eux, commencent à comprendre que le nationalisme arabe se pose en concurrence des revendications sionistes. Feyçal, roi

³⁴ *“I believe the trouble lies in the fact that the greater number of Zionists know the Arab only by hearsay. Even our leaders have studied the question on the spot, have obtained their information from second-hand sources, being ignorant of the Arabic language and coming in contact only with Arab leaders who do not always express the feeling of the masses”*. Raphael Dwek, « The Land of 'Israel'. The Arab Question : Political Homogeneity », *Jewish Chronicle*, 10/01/1919.

³⁵ *“It must be understood that the Arabs of Palestine are not all Bedouins or peasants. They have an intellectual class of their own in the big towns, which ought to be taken in consideration. [...] They have already begun organising themselves, and national societies exist at the present time in all the towns of Palestine. The Arabs, in fact, see in the Jewish settlement a menace to their existence, and it is for us to show them that it is not so, by devising a scheme which would meet their susceptibilities and at the same time carry out our programme for a National Home in Palestine”*. *Ibidem*.

³⁶ *“historic title of the Jewish people to Palestine and the right of the Jews to reconstitute in Palestine their National Home” ; “nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine”*.

autoproclamé de Syrie en automne 1919, change alors de discours : il commence à revendiquer la Palestine comme une partie de la Syrie et présente la Palestine comme un territoire historiquement arabe, au grand dam des partisans de Weizmann³⁷. Le Hedjaz, reconnu comme un royaume indépendant en août 1920, pose la première pierre d'une indépendance arabe. Cependant, les sionistes n'obtiennent rien pour eux lors de la conférence de San Remo, si ce n'est l'inclusion assez vague des termes de la Déclaration Balfour dans le mandat octroyé à la Grande-Bretagne sur la Palestine.

L'illusion d'une entente naturelle entre Juifs et Arabes s'estompe pendant l'année 1920. Gilbert Keith Chesterton, alors de retour de son voyage en Palestine, témoigne de cette illusion qui se brise : il n'imaginait pas, avant son séjour, l'existence d'un antisémitisme arabe. « Je ne m'y étais jamais attendu, et même maintenant je ne le comprends pas tout à fait », déclara-t-il³⁸. L'alliance des musulmans et des chrétiens arabes contre les sionistes le surprend, tant et si bien qu'il envisage une domination chrétienne sur le territoire comme seule solution : une sorte de nouvelle *Pax Romana* permettant d'imposer la paix aux musulmans et aux Juifs. La situation lui apparaît alors menaçante pour les intérêts de l'Angleterre, forcée de réviser sa compréhension de la situation. « J'ai vu tout le prestige de l'Angleterre mis en péril, simplement par l'astuce de parler de deux nations comme si elles étaient une seule », s'alarme-t-il³⁹. « Mais, par-dessus tout, j'ai vu de mes propres yeux des foules sauvages défiler à travers une grande cité, divaguant non seulement contre les Juifs, mais aussi contre les Anglais parce qu'ils s'identifiaient aux Juifs »⁴⁰.

Le sionisme politique, animé d'un souci moral que ses leaders ne pensaient pas contradictoire avec les revendications nationales arabes, perd dès lors ses illusions quant à une issue amicale. À partir de ce point, le sionisme anglais prend largement le parti d'ignorer l'existence du monde arabe. L'affrontement entre nationalisme juif et nationalisme

³⁷ Voir l'interview que donne l'émir dans : « The Emir Faisal on Palestine and the Jews », *Jewish Chronicle*, 03/10/1919.

³⁸ « *I never expected it, and even now I do not fully understand it* ». G.K. Chesterton, *Collected Works*, vol. XX, San Francisco, Ignatius Press, 2001, p. 285.

³⁹ « *I have seen the whole prestige of England brought into peril, merely by the trick of talking about two nations as if they were one* ». *Ibidem*, p. 393.

⁴⁰ « *But, above all, I have seen with my own eyes wild mobs marching through a great city, raving not only against Jews, but against the English for identifying themselves with the Jews* ». *Ibidem*.

arabe semble inévitable, comme le confirment les premières violences antijuives en Palestine, ainsi que la mort au combat du capitaine Trumpeldor (autrefois un associé de Jabotinsky et de sa Légion juive), rapportée par le *Jewish Chronicle* dans son édition du 12 mars 1920.

Conclusion : la fin de l'illusion

La situation palestinienne a rapidement évolué entre le début et la fin de la guerre. La révolution jeune-turque de 1908 provoque un phénomène de politisation accélérée de l'opinion publique arabe au moment même où le sionisme herzlien s'implante en Palestine. Les dynamiques identitaires qui s'enclenchent minent de l'intérieur l'ordre levantin.

À la société levantine de compromis, succède une société palestinienne de compétition nationale fondée sur des critères ethniques et religieux. C'est dans ce contexte très précis que la Grande-Bretagne a signé les accords Hussein-McMahon, puis a promulgué la Déclaration Balfour, sans même imaginer qu'elle s'appuyait sur deux nationalismes désormais rivaux. Alors que l'idée de la création d'une Palestine juive et d'une Syrie arabe germe dans les cercles officiels britanniques depuis 1917, l'émir Feyçal exprime en 1920 son opposition à toute création d'un État juif en Palestine. Les propos de Feyçal ont l'effet d'une douche froide pour les sionistes, « démasquant ainsi la véritable attitude du dirigeant arabe face au sionisme et offrant un avertissement à ceux qui sont assez sages pour en bénéficier », commente le *Jewish Chronicle*⁴¹.

Alors que le sionisme d'avant-guerre envisageait sa participation harmonieuse au développement des populations arabes de Palestine, il prend conscience avec la dernière déclaration de l'émir Feyçal qu'il existe un nationalisme arabe concurrent⁴². Le gouvernement britannique arrive à la même période aux mêmes conclusions : « Le gouvernement britannique a développé des structures organisationnelles et politiques fondées sur l'hypothèse que la religion constituait le premier élément de

⁴¹ “thus unmasking the real attitude to Zionism of the Arab leader and offering a warning, to those who were wise enough to profit by it”. *Jewish Chronicle*, 16/04/1920.

⁴² Loin d'être une « question cachée » (voir le chapitre « Formation d'une nation » dans : George Bensoussan, *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme 1860-1940*, Paris, Fayard, 2002, pp. 365-484), la « question arabe » est très tôt prise en compte par les dirigeants sionistes, comme le prouvent les nombreux articles du *Jewish Chronicle* qui lui sont consacrés.

l'identification arabe », note l'historien Noah Haiduc-Dale⁴³. Pensant un temps jouer la carte sioniste contre des populations arabes fragmentées, la Couronne britannique découvre que chrétiens et musulmans présentent un front uni contre l'autorité britannique au lendemain de la guerre. Les Arabes palestiniens, inquiétés par l'inscription dans le texte du mandat de la promesse britannique de pourvoir à la constitution d'un « foyer national juif », perçoivent dès lors le sionisme comme une menace pour leurs droits nationaux et agissent en conséquence.

L'année 1920 marque ainsi le point de départ d'une réelle prise de conscience par le sionisme anglais de l'étendue des réticences arabes au projet sioniste. Les réticences ne sont pas le fruit d'un malentendu, comme les leaders sionistes l'ont longtemps cru, mais bien l'expression d'une véritable opposition arabe au principe d'une installation juive en Palestine. Alors que l'Europe s'embrase d'une nouvelle flambée d'antisémitisme, que les pogroms se multiplient en Europe de l'Est, que les *Protocoles des Sages de Sion* sont publiés en Grande-Bretagne, un sentiment d'urgence traverse la communauté juive anglaise, qui découvre le sionisme comme le seul projet susceptible de prévenir les nouvelles persécutions. Or, ce projet suscite désormais l'hostilité d'une grande partie du public et de la classe politique britannique.

Paradoxalement, la nomination d'Herbert Samuel à la fonction de Haut-Commissaire pour la Palestine finit d'isoler les partisans sionistes. Animé d'une haute idée de la Grande-Bretagne, Herbert Samuel souhaitait entreprendre sa mission dans une impartialité qui favorisa dans les faits les Arabes contre les Juifs⁴⁴. Le rapport de force en 1920 penche

⁴³ « *The British government developed organisational and political structures based on the assumption that religion was the primary element of Arabe identification* ». Noah Haiduc-Dale, *Arab Christians in British Mandate Palestine. Communalism and Nationalism, 1917-1948*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2015, p. 3.

⁴⁴ Toujours suspecté de parti pris pro-sioniste, Herbert Samuel était régulièrement attaqué par la presse catholique. L'une des attaques les plus virulentes l'accusa cependant de collusion avec la finance plus qu'avec le sionisme. Rédigée par G. K. Chesterton, et publiée dans son *New Witness*, elle dénonçait : « Nous leur avons dit à plusieurs reprises que la seule sorte de Juif pour laquelle Sir Herbert Samuel a quelque faveur est le financier. La finance internationale réclame son service et sa loyauté, et dans ce but, lui ou sa famille ternirait gaiement l'honneur de l'Angleterre [...] ou trahirait les membres les plus pauvres de sa communauté. Les sionistes, pour la plupart, ont de la considération pour leur religion et un réel désir de s'installer en Palestine. Ces gens, quoi qu'il en soit, n'ont aucune importance pour Sir Herbert Samuel [...]. Nous répétons que les intérêts de Sir Herbert Samuel restent avec sa race, mais par cela nous ne voulons pas dire avec le pauvre juif ou ses idéaux ». « *We have told them many times that the only sort of Jew for whom Sir Herbert Samuel has any favour is the financier. International finance claims his service and his loyalty, and for its sake, he or his family*

ainsi complètement en faveur du nationalisme arabe. Les intérêts des différentes forces en présence favorisent des alliances avec le monde arabe, et poussent toujours plus les sionistes dans l'isolement. Comme l'analysa Israel Zangwill dans un article de novembre 1920 : « Pour toutes fins pratiques, le peuple juif en est réduit à la situation qui était la sienne avant que Mr. Balfour envoie sa fameuse Déclaration à Lord Rothschild »⁴⁵.

would cheerfully besmirch the honour of England [...] or betray the poorest members of his community. The Zionists for most part have a regard for their religion and a real desire to settle in Palestine. These people, however, are of no importance to Sir Herbert Samuel [...]. We repeat that the interests of Sir Herbert Samuel remain with his race, but by that we do not mean with the poor Jew or his ideals". Cité dans : « Sir Herbert Samuel », *Jewish Chronicle*, 15/07/1921.

⁴⁵ *"For all practical purposes, the Jewish people are as they were the day before Mr. Balfour sent his famous Declaration to Lord Rothschild". Jewish Chronicle, 19/11/1920.*